

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET
TECHNIQUES PARTICULIÈRES
(CCATP)**

L'Acheteur

Ministère de l'aménagement des territoires et de la Transition Ecologique
Direction Interdépartementale des Routes Est
10-16 promenade des Canaux
BP 82120
54021 NANCY Cedex

Représentant de l'acheteur (RA)

Monsieur le Directeur interdépartemental des Routes Est

Objet du marché

Fourniture et pose de signalétiques et de signalisations adhésives sur les véhicules de la DIR Est

Marché sur procédure adaptée passé en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du CCP et sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande tel que défini aux articles R.2162-4 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du CCP.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

	Pages
ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	4
1-1. Objet du marché et Normes.....	4
1-2. Représentation de l'acheteur et forme des notifications.....	5
1-3. Point de départ du délai d'exécution.....	5
1-4. Passation des commandes.....	6
1-5. Décomposition en tranches et en lots.....	6
1-6. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel...6	
1-7. Contrôle des coûts de revient.....	7
1-8. Dispositions générales.....	7
ARTICLE 2. PIÈCES DU MARCHÉ.....	10
ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES.....	11
3-1. Tranche(s) optionnelle(s).....	11
3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes.....	11
3-3. Variation dans les prix.....	12
3-4. Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives.....	14
ARTICLE 4. DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAI D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES.....	14
4-1. Durée du marché et délais d'exécution.....	14
4-2. Pénalités pour retard d'exécution.....	14
4-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution.....	14
4-4. Primes pour réalisation anticipée des prestations.....	15
ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.....	15
5-1. Retenue de garantie.....	15
5-2. Avances.....	15
ARTICLE 6. QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS..	15
ARTICLE 7. MISE EN PLACE ET EXÉCUTION DU MARCHÉ.....	15

7-1. Programme d'exécution.....	15
7-2. Conditions d'exécution.....	16
7-3. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité.....	16
ARTICLE 8. CONTRÔLES, ADMISSIONS ET GARANTIES.....	17
8-1. Surveillance en usine, vérifications et essais.....	17
8-2. Admission.....	17
8-3. Garantie(s).....	18
ARTICLE 9. RÉSILIATION.....	18
ARTICLE 10. CLAUSES TECHNIQUES.....	18
10-1. Description de la signalétique à retenir.....	18
10-2. Kits de balisage (mini ou maxi) pour les véhicules légers de type Clio, C3, 208, Zoé ou similaires.....	20
10-3. Prescriptions particulières de mise en œuvre.....	21
ARTICLE 11. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	21
ANNEXE 1 : CHARTE GRAPHIQUE DIR Est.....	22
ANNEXE 2 : REALISATIONS TYPES.....	25

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIÈRES

Dans tout ce document, le Code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1-1. Objet du marché et Normes

Les prestations, objet du présent marché, concernent la fourniture et la pose de signalétiques adhésives et de balisages de sécurité sur les véhicules de la Direction interdépartementale des Routes Est (DIR Est), comprenant :

- La personnalisation et l'identification (logos) sur l'ensemble des catégories de véhicules neufs de la flotte ;
- Les balisages prismatiques rétro-réfléchissants (kits mini ou maxi) sur les véhicules légers neufs.

Les lieux d'exécution des prestations de pose sont les suivants :

- Siège de la DIR Est : 10 et 16 promenade des Canaux – 54000 NANCY

- **Service Régional d'Exploitation Grand Est (SREX GE) :**

- CEI de Charmes : 46 rue du Maréchal Foch – BP 59 - 88130 CHARMES
- CEI de Saint Nabord : 11 rue de Boudière - BP 30098 - 88200 SAINT-NABORD
- Point d'appui de Saint-Maurice : 25 rue d'Alsace - 88560 ST MAURICE SUR MOSELLE
- CEI de Saint-Dié : chemin du Pâquis – 88100 SAINT-DIE-DES-VOSGES
- CEI de Fléville : 964 rue Gustave Eiffel – 54710 FLEVILLE-DEVANT-NANCY
- CEI de Lunéville : 1 rond-point de la Meurthe – 54300 MONCEL-LES-LUNEVILLE
- CEI de Champigneulles : 10 rue Jacques Monod – 54250 CHAMPIGNEULLES
- CEI de Villers la Montagne : route d'Hussingny – 54920 VILLERS-LA-MONTAGNE
- CEI de Pouilly : RD913 – 57420 POUILLY
- CEI de Fameck : boucle des Dinandiers – 57290 FAMECK
- Point d'appui de Buhl : rue du Moulin – 57400 SARREBOURG-BUHL
- CEI de Ligny en barrois : 2 chemin du Stade – 55500 LIGNY-EN-BARROIS
- CEI de St Dizier : avenue du Général Giraud – 52100 SAINT-DIZIER
- CEI de Frignicourt : rue du Cerisier – 51300 FRIGNICOURT
- Point d'appui de Châlons : avenue du Plateau des Glières – 51022 CHALONS-EN-CHAMPAGNE
- CEI de Sézanne : ZI de l'Ormelot – 51122 SEZANNE

- Service Régional d'Exploitation et d'Ingénierie de Franche Comté (SREI FC) :

- CEI de La Vèze : RD104 - Petite Vèze – 25660 LA VEZE
- CEI de Vuillecin : rue du Pont Rouge – 25300 VUILLECIN
- CEI de Poligny : rue Claude Nicolas Ledoux - 39800 POLIGNY
- CEI de Saint Laurent en Grandvaux : Aux Planchettes et sur les Crêts – 39150 SAINT-LAURENT-EN-GRANDVAUX
- CEI de Fay-Billot : 41 route de Vesoul - 52500 FAY-BILLOT
- CEI de Vesoul : avenue Christian Colombet – Zone Technologia - 70000 VESOUL
- CEI d'Héricourt : Lieu-dit « aux Guinottes » - 70400 HERICOURT

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes et aux caractéristiques définies au présent cahier des clauses administratives et techniques particulières.

1-2. Représentation de l'acheteur et forme des notifications

1-2.1. Représentation de l'acheteur pour l'exécution du marché

Pour les besoins de l'exécution du marché, les personnes physiques désignées ci-après sont habilitées à représenter l'acheteur auprès du titulaire :

Le chef du Service des Politiques et Mobilités Routières ou son représentant

1-2.2. Formes des notifications

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations, les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, l'acheteur procédera à la notification de toutes les informations, au titulaire ou le cas échéant au mandataire du groupement, par courriel ou via la messagerie de la plateforme d'achat de l'État. La messagerie sécurisée du profil d'acheteur de l'Etat assurera la traçabilité, la sécurité, la confidentialité et l'horodatage de tous les échanges, y compris ceux des accusés de réception par le destinataire. Ces accusés de réception seront générés par le profil d'acheteur de l'Etat et permettront de déterminer de façon certaine la date et l'heure de la réception de l'information.

1-3. Point de départ du délai d'exécution

Le bon de commande précise les conditions d'exécution.

Conformément à l'article 13.1.2 du CCAG, le délai d'exécution du bon de commande part de la date de sa notification sauf si le bon de commande prévoit une date différente.

1-4. Passation des commandes

Les commandes successives sont adressées sous forme de bons de commandes signés par :

Le chef du Service des Politiques Routières ou son représentant

Les bons de commande pourront être adressés pendant les jours et heures ouvrables, du lundi 8h00 au vendredi 16h00, par courriel.

Le titulaire devra accuser réception dans le délai maximum de 48 heures par renvoi par mail du bon de commande portant la date de réception.

Chaque bon de commande précise :

- Le libellé du marché ;
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) du marché : 17 xxx xx xx ;
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) du bon de commande : 140 xxx xx xx ;
- La désignation des produits ;
- Les prix unitaires et/ou forfaitaires ;
- La quantité commandée par catégorie ;
- Le montant de la commande hors taxe, le montant de la TVA et le montant TTC ;
- Le lieu d'exécution/de livraison et la zone géographique concernée en référence à l'article 1.1 du présent CCATP ;
- Le délai d'exécution/de livraison (cf article 3.2 de l'AE) ;
- Le numéro Chorus du fournisseur (titulaire du marché).

L'acheteur confie au titulaire, pendant toute la durée de validité du marché précisée à l'article 3-1 de l'acte d'engagement, l'exécution de la totalité des prestations ci-dessus définies, suivant commandes faites au fur et à mesure des besoins.

1-5. Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches. Les fournitures ne sont pas réparties en lots.

1-6. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel

1-6.1 Obligations de confidentialité

En application de l'article 5.1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par l'acheteur et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 4-3.1 du CCATP.

1-6.2. Sites sensibles

Sans objet.

1-6.3 RGPD (Règlement général sur la protection des données)

Pour l'application du présent article, le responsable du traitement au sens du règlement européen 2016-679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, est le RA et le sous-traitant est le titulaire du marché public.

Le présent article a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire du marché public s'engage à effectuer pour le compte de le les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après. Dans le cadre du présent marché public, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le RGPD et la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés

- Les nouveaux CCAG mentionnent des dispositions sur la protection des données.
- Le non-respect de ces obligations par le titulaire du marché entraîne l'application de pénalités 4-3.2 du présent CCATP et devient un nouveau cas de résiliation du contrat pour faute.

1-7. Contrôle des coûts de revient

Sans objet.

1-8. Dispositions générales

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur notamment prévues à l'article D8222-5 ou D8222-7 du Code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par les ministères chargés de l'environnement et du logement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>

1-8.1. Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du représentant de l'acheteur, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du représentant de l'acheteur, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 41 du CCAG.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre à l'acheteur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

1-8.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

1-8.2.1. Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

“J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCATP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.”

En application de l'article L1262-4-1 du Code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit à l'acheteur une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1-8.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du Code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre à l'acheteur les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du Code du travail, concernant :
 - les salariés détachés par ses soins,

- les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
- ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, l'acheteur, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 41.1 du CCAG.

1-8.3. Assurances

Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution.

Leurs polices doivent apporter les minimums de garantie suivants :

- dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre ;
- dommages matériels et immatériels : 750 000 € par sinistre et par année.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties et par dérogation à l'article 9.2 du CCAG, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations à l'acheteur dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande de l'acheteur, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

1-8.4. Désignation de sous-traitants en cours de marché

La sous-traitance ne peut intervenir qu'en cours d'exécution des prestations objet du marché.

Celle-ci concernera seulement la pose, la sous-traitance pour les fournitures n'est pas autorisée.

Les pièces de l'acte de sous-traitance sont rédigées en français.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-8.3. ci-dessus.

Méthodologie de la demande de sous-traitance

Le formulaire de sous-traitance (DC4) signé des deux parties doit être envoyé à l'adresse suivante :

pole-administratif-marches.bgam.sg.dire@developpement-durable.gouv.fr

La signature électronique plus rapide est fortement recommandée.

Pour rappel, la combinaison signature électronique et signature manuscrite est interdite.

En cas de signature manuscrite, le formulaire de sous-traitance « papier » est à envoyer à l'adresse postale suivante :

**Direction interdépartementale des routes Est
BGAM – Pôle administratif
10-16 Promenade des Canaux
BP 82120
54021 Nancy Cedex**

Le montant maximal mentionné sur le DC4 devra être impérativement strictement inférieur au montant du bon de commande.

Il est à noter que dans la mesure où un même sous-traitant devrait effectuer des prestations sur plusieurs bons de commande, il est nécessaire de rédiger un acte de sous-traitance pour chaque bon de commande.

1-8.5. Clauses sociales et environnementales

1-8.5.1 Clauses sociales

Sans objet.

1-8.5.2 Clauses environnementales

Les pièces particulières du marché fixent des prescriptions environnementales notamment pour la réduction des nuisances, la gestion des déchets, les modalités de transport, et la qualité environnementale des matériaux.

Le mémoire environnemental demandé comportera les documents suivants :

Critère d'attribution
un bilan carbone est demandé dans le dossier d'offre remis par les candidats et sera regardé dans le cadre de l'analyse des offres

ARTICLE 2. PIÈCES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

A – Pièces contractuelles

- L'acte d'engagement (AE) (**daté et signé numériquement eIDAS au moment de l'attribution par les représentants habilités des parties**);
- La liste des prix ;(LP)
- Le présent Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières (CCATP) et ses annexes ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.
- Les éventuels avenants au présent marché ;

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix.

B – Pièces non contractuelles destinées au jugement de l'offre :

- Le document financier : cadre ci-joint à compléter sans modification.

ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES

3-1. Tranche(s) optionnelle(s)

Sans objet.

3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes

3-2.1. Contenu des prix

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

3-2.2. Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans la liste des prix.

3-2.3. Modalités du règlement des comptes du marché

Les modalités de règlement du marché sont conformes aux articles 11 et 12 du CCAG.

3-2.4. Modalités de transmission et de paiement

3-2-4-1 Modalités de transmission des pièces de paiement

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

La dématérialisation des factures avec Chorus pro peut être opérée selon plusieurs modalités parmi lesquelles la saisie et le dépôt en ligne de la facture. Des possibilités sont aussi proposées qui permettent aux opérateurs économiques de mener le raccordement de leur système informatique de facturation directement à Chorus Pro ou par l'intermédiaire d'un portail tiers.

Depuis le 1^{er} janvier 2021, le titulaire a l'obligation de recourir à la facturation électronique. Le point de départ du délai de paiement est le dépôt de la facture sur Chorus Pro, ou de la date d'attestation du service fait.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Pour information, le site suivant centralise la documentation sur Chorus Pro :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Un abonnement préalable à l'espace « **factures émises** » **dans Chorus Pro** (un temps de validation à cet espace est requis depuis les données de votre compte) est nécessaire.

Les documents doivent être déposés en utilisant le cadre de facturation suivant :

- **Cadre de facturation A1** : dépôt par un fournisseur d'une facture
- **Destinataire** : SIRET ETAT : 11000201100044
- **Code du service exécutant** : CGFB200067

Les factures devront comporter obligatoirement les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que les codes suivants :

- **Le numéro d'engagement juridique (EJ)** figurant sur le bon de commande : 14xxxxxxx
- **Le numéro d'engagement juridique du marché** : 170xxxxxxx.

Dans le cas où le titulaire ne respecterait pas cette obligation légale, la demande de paiement sera rejetée.

3-2-4.2 Modalités de paiement

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

3-3. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après.

La variation des prix ne s'applique pas aux indemnités, pénalités et retenues.

3-3.1. Les prix sont révisables par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3-3.3 et 3-3.4. ci-dessous.

3-3.2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois fixé en page 1 de l'acte d'engagement. Ce mois est réputé correspondre à celui au mois auquel le candidat a fixé son prix remis dans son offre finale.

Ce mois est appelé "mois zéro" (m_0).

3-3.3. Choix de l'index de référence

L'index de référence **I** choisi en raison de sa structure pour la révision des prestations faisant l'objet du marché est :

IPP – CPF 22.21 – Base 2021 – Identifiant 010764160 : plaques, feuilles, tubes et profilés en matières plastiques

Il est publié sur le site internet de l'Insee : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010764160#Revision>

3-3.4. Modalités de révision des prix

Conformément à l'article 10.2.3 du CCAG, lorsque les prix sont révisibles, le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

Le coefficient de révision C_n est donné par la formule :

$$C_n = I_n / I_0$$

La révision de prix est effectuée annuellement à chaque reconduction avec :

avec : I_0 = Valeur de l'index de référence **I** prise au mois d'établissement des prix ;
 I_n = Valeur du dernier index de référence **I** définitif connu au mois de la date de reconduction du marché.

3-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subit par l'acheteur du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par l'acheteur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par l'acheteur. L'acheteur règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

3-4. Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives

Toute prestation supplémentaire ou modificative pour laquelle le marché n'a pas prévu de prix fait l'objet d'un ordre de service fixant provisoirement un prix nouveau. Cet OS fait suite à une consultation du titulaire par le RA.

Par dérogation à l'article 23.3 du CCAG, dans le silence du titulaire dans un délai de 15 jours, à compter de la notification de l'OS, ces prix provisoires deviennent définitifs et ne font pas l'objet d'un avenant.

ARTICLE 4. DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAI D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

4-1. Durée du marché et délais d'exécution

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

4-2. Pénalités pour retard d'exécution

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, les pénalités de retard ne sont pas plafonnées.

En cas de non respect des délais d'exécution des bons de commande, le titulaire encourt une pénalité dont le montant est calculé conformément à l'article 14.1.1.

4-2.1. Pénalités pour retard d'exécution

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

4-2.2. Pénalités pour retard d'exécution des délais distincts

Sans objet.

4-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution

Sauf disposition contraire, les pénalités et retenues définies ci-après sont applicables à tous les bons de commandes.

4-3.1. Pénalité pour non respect des clauses de confidentialité

En cas de non-respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1-6.1 du CCATP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 50 €.

4-3.2. Pénalité pour non respect de la réglementation RGPD

En cas de non-respect du devoir d'alerte défini à l'article 1-6.3 du CCATP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 50 €.

4-3.3 Pénalités pour non respect des clauses environnementales

Par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG, aucune pénalité n'est prévue.

4-4. Primes pour réalisation anticipée des prestations

Sans objet.

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

5-1. Retenue de garantie

Sans objet.

5-2. Avances

Il n'y aura pas d'avance car aucun bon de commande ne sera supérieur à 50 000€ et aucun délai d'exécution supérieur à 2 mois (8 semaines max).

ARTICLE 6. QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée à l'acheteur avec tous les documents justificatifs, dans les 30 jours qui suivent la notification du marché.

ARTICLE 7. MISE EN PLACE ET EXÉCUTION DU MARCHÉ

7-1. Programme d'exécution

Sur demande de l'une ou l'autre des parties, un programme d'exécution est établi en commun.

7-2. Conditions d'exécution

7-2.1. Accès aux locaux de la DIR Est

L'accès du titulaire aux locaux de la DIR Est s'effectuera à l'intérieur de la plage horaire définie ci-après et appelée « période d'exécution » :

de 8h00 à 16h00 du lundi au vendredi, jours fériés exclus.

7-2.2. Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire

Le personnel du titulaire possède les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Le personnel du titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- au règlement intérieur de l'établissement.

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des locaux qui n'exigent pas son intervention.

Le titulaire met en place à ses frais l'ensemble des moyens conformes à la bonne exécution de ses prestations, notamment :

- L'outillage ;
- Les équipements de manutention ;
- Les échelles, échafaudages, plate-formes, platelages ;
- Les protections ;
- Les matériels de communication ;
- Les tenues de travail et équipements de protection individuelle.

7-2.3. Mise à disposition de matériels par l'acheteur

Le RPA se chargera de mettre à disposition du titulaire un emplacement couvert et abrité du vent pour tout type de véhicules recensés, afin d'effectuer les opérations de pose des logos et des kits de balisage.

7-2.4. Documentation technique

Le titulaire s'engage à fournir au plus tard à la livraison et sans supplément de prix toute la documentation et ses éventuels rectificatifs rédigée en **langue française** nécessaire à une utilisation et un fonctionnement correct des fournitures installées et leurs maintenances éventuelles.

7-2.5. Revendications des tiers

Le titulaire garantit l'acheteur contre toutes les revendications des tiers relatives aux brevets, licences, dessins et modèles, marques de fabrique ou de commerce et tout autre titre de propriétés intellectuelles ou industrielles des prestations faisant l'objet du présent marché.

Si l'acheteur est victime d'un trouble dans la jouissance des prestations exécutées, le titulaire doit prendre immédiatement les mesures propres à le faire cesser.

7-3. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité

Le représentant de l'achet définit lors de chaque commande le besoin en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs concernant les opérations de pose des logos et kits de balisage exécutées sur le lieu de stationnement du véhicule ,

Ainsi, en fonction des conditions d'intervention sur le site,(emplacement des opérations de pose, travaux en hauteur, éclairage, etc). un plan de prévention sera rédigé par le titulaire.

ARTICLE 8. CONTRÔLES, ADMISSIONS ET GARANTIES

8-1. Surveillance en usine, vérifications et essais

8-1.1. Surveillance en usine

Sans objet.

8-1.2. Vérifications quantitatives

Sans objet.

8-1.3. Vérifications qualitatives et essais

Elles sont effectuées après séchage complet et dans un délai maximum de 72 heures à compter de la fin d'exécution des prestations.

Les conditions de vérifications qualitatives portent sur :

- le respect des dimensions, des teintes et de la propreté des logos ;
- le respect des dimensions, surfaces minimales et la propreté des bandes rétro réfléchissantes ;
- le bon découpage ;
- la parfaite adhérence, notamment exempte de bullage.

Ces essais de bonne tenue se feront en présence de l'utilisateur mandaté par la DIR Est.

À l'issue de ces essais, le prestataire fera signer un « bon de pose » au représentant local attestant de la bonne exécution ainsi qu'une prise de photo de chaque face du véhicule. Ces éléments devront être adressés sans délai par le prestataire et par courriel à l'adresse suivante :

<mailto:cam.spr.dir-est@developpement-durable.gouv.fr>

8-2. Admission

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG, l'admission des prestations est prononcée dans les conditions suivantes :

À l'issue des opérations de vérification de chaque commande, l'acheteur prononce l'admission des prestations sous la forme d'un document valant **attestation de service fait** qui n'est pas notifié au titulaire et qui clôture la commande.

Quinze jours à dater de l'exécution des prestations, l'admission est réputée tacite si le représentant de l'acheteur n'a pas notifié au titulaire une décision d'ajournement ou de mise au point comme prévu à l'article 30.2 du CCAG. Si besoin, le titulaire peut demander à se faire communiquer par mail les documents valant admission.

8-3. Garantie(s)

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

ARTICLE 9. RÉSILIATION

Les stipulations du CCAG sont applicables.

ARTICLE 10. CLAUSES TECHNIQUES

10-1. Description de la signalétique à retenir

A – LOGOS DIR EST

La signalétique pour les véhicules de la DIR Est (logos et textes) est réalisée conformément aux instructions de la DIR Est et sur la base des éléments dimensionnels et géométriques donnés en annexe 1 et selon les exemples de réalisation joints en annexe 2 du présent CCATP.

La signalétique est réalisée à l'aide d'un adhésif vinyle dont les caractéristiques, l'aspect, l'opacité, l'épaisseur, la couleur et l'adhésivité sont adaptés à une longévité souhaitée de bonne tenue de l'ordre de 6/8 ans.

En ce qui concerne les couleurs, autres que le blanc, retenues pour toutes les signalétiques à poser, les références sont les suivantes :

- Textes bleus : Pantone 293
- Arcs jaunes : Pantone 123

La signalétique ne comprend pas **les logos « Equipement » (carré bleu avec trois pointes blanches mentionnés dans les exemples) qui ne doivent pas être réalisés et ne font pas partie du présent marché.**

B – Vitrophanies Corridor de sécurité

La signalétique « vitrophanies – corridor de sécurité » pour les véhicules de la DIR Est est réalisée conformément aux instructions de la DIR Est et sur la base des éléments dimensionnels et géométriques donnés en annexe 1 et selon les exemples de réalisation joints en annexe 2 du présent CCATP.

10-1.1 Signalétique pour véhicule léger (Prix F-1)

Pour les véhicules légers de types Clio, C3, 208, Zoé ou similaires, il sera livré une signalétique selon les caractéristiques dimensionnelles et géométriques jointes en annexe 2 au présent CCATP. Cette signalétique sera posée sur les flancs gauches et droits des véhicules par un agent de la DIR Est.

La signalétique est constituée :

- d'un fond blanc rectangulaire de dimension approximative 205 mm x 690 mm
- d'une mention « DIR Est » : bleue Pantone 293
- d'une mention « direction interdépartementale des routes Est » : bleu Pantone 293
- d'un logo constitué de 3 arcs de cercle décrivant une route : jaune Pantone 123.

10-1.2 Signalétique pour véhicule léger utilitaire (Prix FPA-1 et FPB-1)

Pour la signalétique « Logo » des véhicules légers utilitaires (VLU) de types Kangoo, Partner, Rifter ou similaires, elle sera fournie et posée selon caractéristiques dimensionnelles et géométriques jointes en annexes 1 et 2 au présent CCATP, la signalétique constituée des éléments suivants :

- de textes « DIR Est » et « DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES NATIONALES » sur les flancs gauches et droits : blanc ;
- d'un texte « DIR Est » à l'arrière des véhicules : blanc ;
- d'un logo constitué de 3 arcs de cercle décrivant une route, posé sur les flancs droits et gauches des véhicules : jaune Pantone 123.

10-1.3 Signalétique pour fourgons tôlés (Prix FPA-2 et FPB-2)

Pour les fourgons tôlés de types Master, Boxer, Trafic ou similaires, il sera fourni et posé selon caractéristiques dimensionnelles et géométriques jointes en annexes 1 et 2 au présent CCATP, la signalétique constituée des éléments suivants :

- de textes « DIR Est » et « DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES NATIONALES » sur les flancs gauches et droits : blanc ;
- d'un texte « DIR Est » à l'arrière des véhicules : blanc ;
- d'un logo constitué de 3 arcs de cercle décrivant une route, posé sur les flancs droits et gauches des véhicules : jaune Pantone 123.

10-1.4 Signalétique pour poids-lourds et fourgons bennes (Prix FPA-3 et FPB-3)

Pour les poids-lourds de types Lander, Kerax ou similaires et les fourgons bennes de types Master, Boxer ou similaires, il sera fourni et posé selon caractéristiques dimensionnelles et géométriques jointes en annexes 1 et 2 au présent CCATP, la signalétique constituée des éléments suivants :

- de textes « DIR Est » et « DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES NATIONALES » sur les flancs gauches et droits : blanc ;
- d'un logo constitué de 3 arcs de cercle décrivant une route, posé sur les flancs droits et gauches des véhicules : jaune Pantone 123.

10-1.5 Signalétique additionnelles pour fourgons tôleés (Prix FPA-4 et FPB-4)

Pour les fourgons tôleés affectés au patouillage autoroutier, il sera fourni et posé une signalétique additionnelle composée :

- d'une mention « SECURITE DIR EST » de couleur blanche et en lecture inversée, fournie et posée à l'avant du véhicule. La mention aura une emprise totale de lettrage de 90 cm de longueur sur 14 cm de hauteur. La police sera déformée pour tenir compte de l'inclinaison du capot du véhicule conformément à l'exemple de réalisation joint en annexe 2 ;
- d'une mention « SECURITE » blanche en lecture droite destinée à l'arrière du véhicule d'une emprise totale de lettrage d'environ 114 cm de longueur sur 16,5 cm de hauteur conformément à l'exemple de réalisation joint en annexe 2.

10-1.6 Signalétique « vitrophanies – corridor de sécurité » (Prix FPA-6 et FPB-6)

Les caractéristiques minimales sont les suivantes :

- Film microperforé avec support adhésif ;
- Résistance élevée au lavage haute-pression et rouleaux ;
- Facile à manier et à appliquer, souple et conformable à tous types de carrosserie ;
- Sans vernis ni bande de scellement ;
- Durabilité 5 ans ;

Les adhésifs sont disposés à l'arrière (hayon ou portes battantes), au niveau du vitrage.

- Sur véhicules Légers Utilitaires (Prix FPA-6 a et FPB-6a)

Pour la signalétique « vitrophanies – corridor de sécurité » des véhicules légers utilitaires (VLU) de types Kangoo, Partner, Rifter ou similaires, elle sera fournie et posée selon les immatriculations et modèles de véhicules fournis par la DIR Est conformément au modèle joint en annexe 2 du présent CCTP.

- Sur fourgons tôleés (Prix FPA-6b et FPB-6b)

Pour la signalétique « vitrophanies – corridor de sécurité » des fourgons tôleés de types Master, Boxer, Trafic ou similaires, elle sera fournie et posée selon les immatriculations et modèles de véhicules fournis par la DIR Est conformément au modèle joint en annexe 2 du présent CCTP.

10-2. Kits de balisage (mini ou maxi) pour les véhicules légers de type Clio, C3, 208, Zoé ou similaires

Les véhicules légers sont acquis par la DIR Est en configuration « véhicule de liaison », donc sans aucun équipement de signalisation.

Certains de ces véhicules sont amenés à avoir des missions opérationnelles d'exploitation de la route et, à ce titre, seront à équiper avec des kits de balisage.

Les balisages seront rétro-réfléchissant de **classe B, rouge/blanc** ou **rouge/jaune**, en version « mini » ou « maxi » en fonction des usages prévus pour ces véhicules.

Les caractéristiques minimales sont les suivantes :

- Film micro-prismatique monocouche avec support adhésif ;
- Résistance élevée au lavage haute-pression et rouleaux ;

- Distance d'efficacité > 400 m ;
- Facile à manier et à appliquer, extrêmement souple et conformable à tous types de carrosserie ;
- Sans vernis ni bande de scellement ;
- Durabilité 5 ans ;
- Homologué classe B par l'UTAC (homologation à fournir à l'appui de l'offre).

Les bandes doivent être disposées à l'avant, à l'arrière et sur les côtés du véhicule en respectant au minimum les règles suivantes :

- à l'avant : bande couvrant une surface au moins égale à 0,16 m² ;
- à l'arrière : kit couvrant une surface au moins égale à 0,32 m² ;
- sur les côtés : bandes couvrant une surface minimum de 0,16 m² / coté.

10-3. Prescriptions particulières de mise en œuvre

Le titulaire assurera la prise de rendez-vous auprès du correspondant nommé précisément dans chaque bon de commande.

Les véhicules à équiper seront des véhicules neufs ou réparés suite à accident.

Le titulaire du marché assurera l'éventuel nettoyage nécessaire lors des prestations de fourniture et pose.

La DIR Est mettra une travée de hangar à disposition du titulaire pour effectuer ses prestations.

Les conditions de mise en œuvre devront impérativement respecter les prescriptions du fabricant et notamment les conditions de température et d'hygrométrie au moment de la pose.

Les véhicules légers utilitaires (Kangoo, Partner, Rifter...ou similaires), les fourgons tôleés (Master, Boxer...ou similaires), les poids lourds et les fourgons-bennes sont acquis par la DIR Est pré-équipés de kits de balisage (« mini » ou « maxi »). Ces balisages seront conservés. La signalétique, notamment les arcs de cercles jaunes représentant une route, sera découpée à la pose afin de conserver l'intégralité de ces balisages réglementaires mais également pour s'adapter à la configuration du véhicule (vitres, portes, rideaux...).

Les essais de fonctionnement se feront en présence de l'utilisateur mandaté de la DIR Est.

Les temps de séchage devront être rappelés aux utilisateurs ainsi que le délai avant usage d'un lavage haute-pression.

ARTICLE 11. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCATP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

a) CCAG :

CCATP 1-8.3	déroge à l'article	9.2 du CCAG
CCATP 2	déroge à l'article	4.1 du CCAG
CCATP 4	déroge à l'article	14.1.3 du CCAG
CCATP 4-2	déroge à l'article	14.1.2 du CCAG
CCATP 4-3.3	déroge à l'article	16.2.3 du CCAG
CCATP 8-2	déroge à l'article	30.1 du CCAG

c) Normes françaises homologuées

Néant.

d) Autres normes

Néant.

VLU

Logo à ne plus utiliser

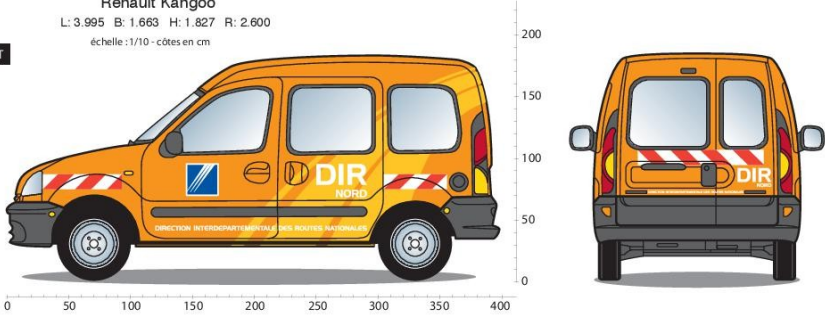
VEHICULE

MODELE

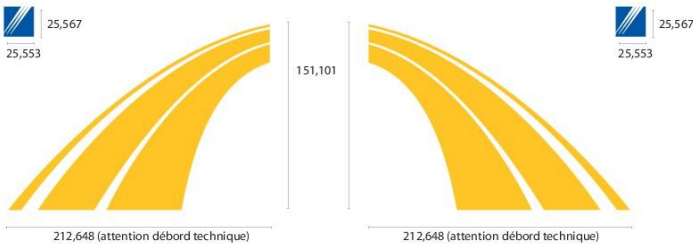
Renault Kangoo

L: 3.995 B: 1.663 H: 1.827 R: 2.600
échelle: 1/10 - cotes en cm

POSITIONNEMENT



COTES ELEMENTS



côté droit

côté gauche

arrière

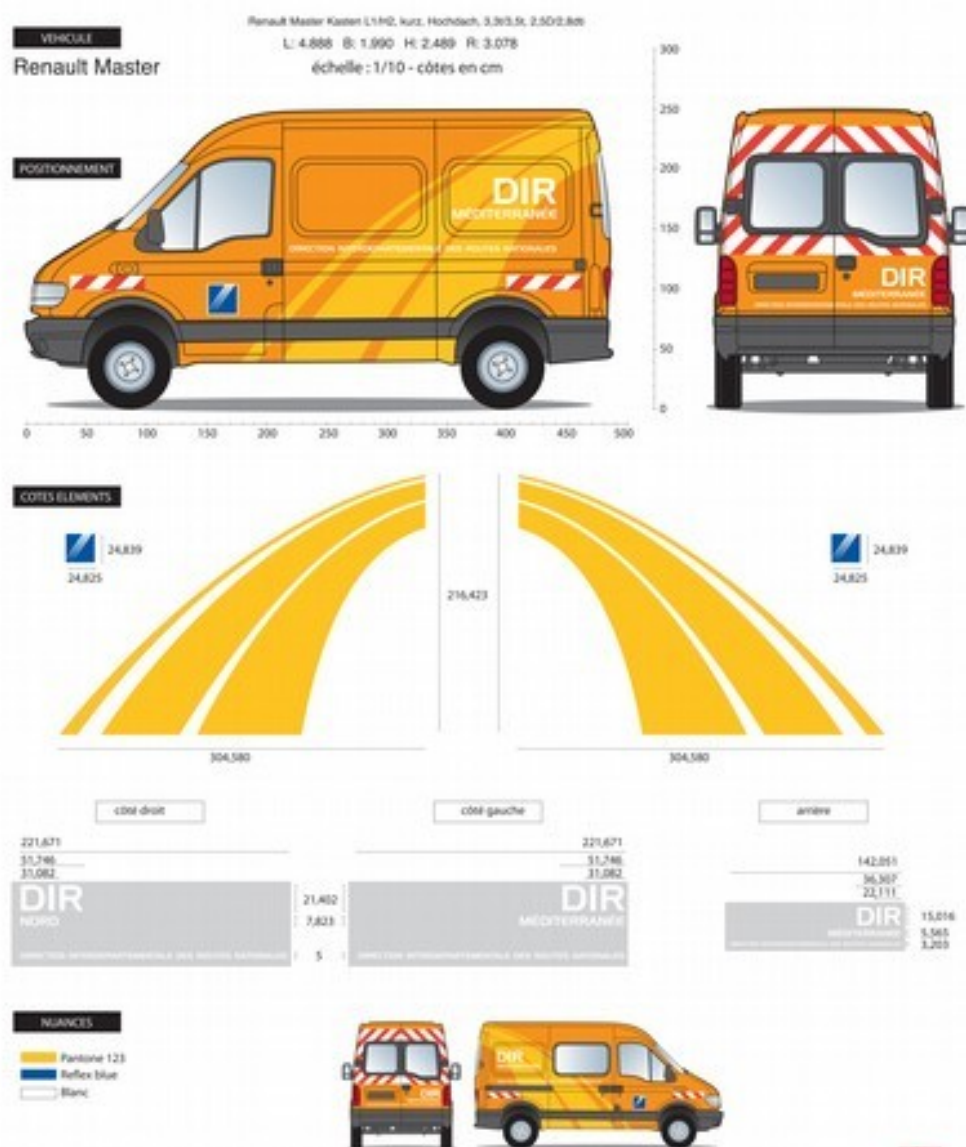


NUANCES

- Pantone 123
- Reflex Blue
- Blanc



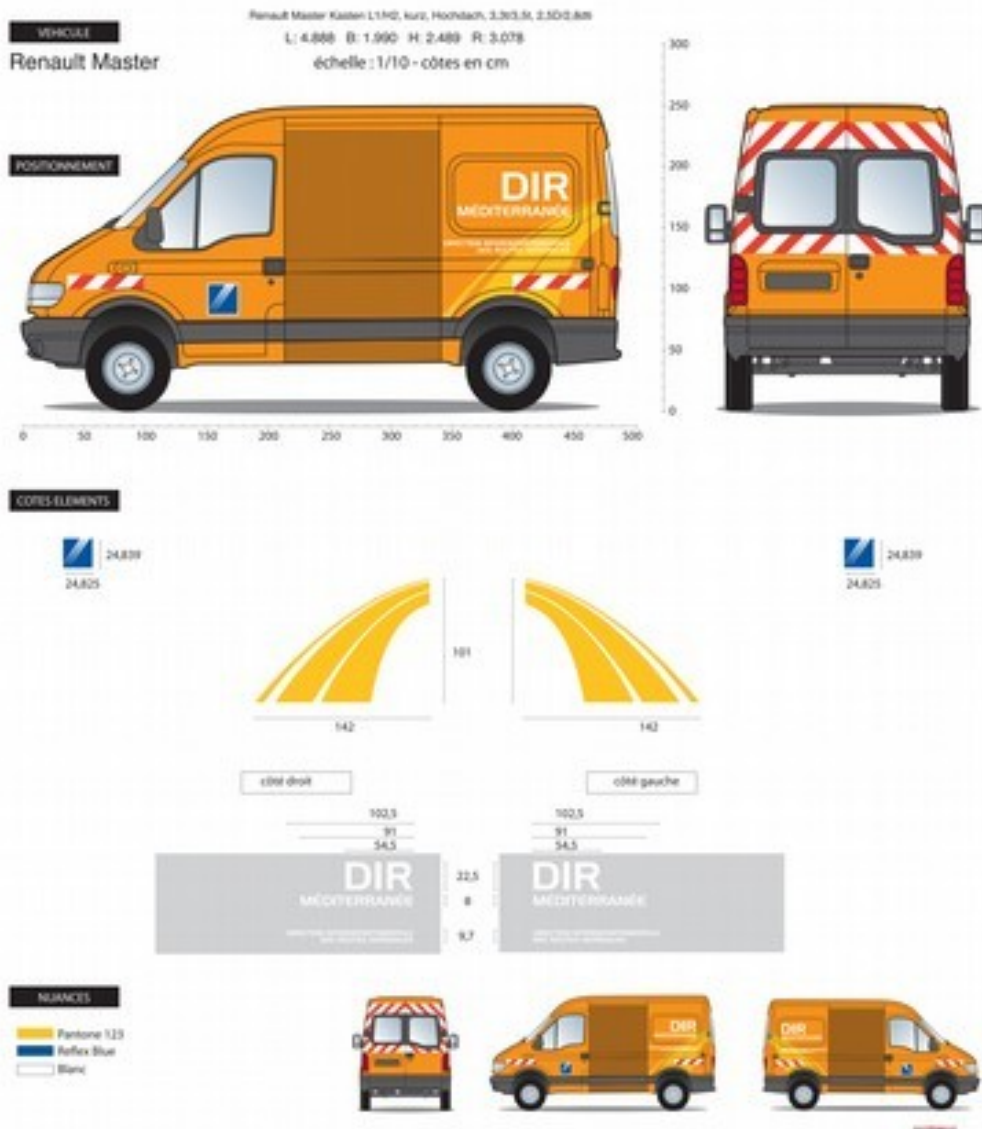
FOURGON TÔLE PORTE



25,567
25,553
25,553

Logo à ne plus utiliser

FOURGON RIDEAU



25,567
25,553

Logo à ne plus utiliser

CAMION - FOURGON BENNE



Logo à ne plus utiliser

ANNEXE 2 : REALISATIONS TYPES

Logo pour véhicules légers type CLIO – C3 – ZOE – 208 ou similaires



2/2

VLU type KANGOO – PARTNER – RIFTER ou similaires

KANGOO VITRE – PRE-EQUIPE KIT BALISAGE MINI



KANGOO TOLE – PRE-EQUIPE KIT BALISAGE MINI



KANGOO TOLE – PRE-EQUIPE KIT BALISAGE MAXI



FOURGON TYPE PATROUILLAGE



FOURGON TOLE type MASTER – BOXER ou similaires

MASTER L2H2 - PORTE – PRE-EQUIPE KIT BALISAGE MINI



MASTER L3H2 – PORTE - PRE-EQUIPE KIT BALISAGE MAXI



MASTER L3H3 – PRE-EQUIPE KIT BALISAGE MINI



MASTER L2H2 - RIDEAU – PRE-EQUIPE KIT BALISAGE MAXI



FOURGON-BENNE type MASTER BENNE – IVECO BENNE ou similaires

MASTER BENNE – SIMPLE CABINE KIT BALISAGE MAXI



MASTER BENNE – DOUBLE CABINE KIT BALISAGE MAXI



IVECO BENNE – DOUBLE CABINE KIT BALISAGE MINI



POIDS LOURD type KERAX similaire





Vitrophanie – corridor de sécurité VLU type KANGOO – PARTNER – RIFTER ou similaires



**Vitrophanie – corridor de sécurité VLU FOURGON TOLE type MASTER –
BOXER ou similaires**

